

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 91 — 958 (F. 90 — 1817)

20 JUNI 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 21 juillet 1990 : Dans la version en langue allemande, à la page 14474 le titre est abrogé et remplacé par :

« 20. JUNI 1990. — Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Festlegung des Koeffizienten, der die Zahl der annehmbaren zusätzlichen Unterrichtsstunden im pädagogischen Vollzeithochschulunterricht kurzer Studiendauer bestimmt ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 91 — 958 (N. 90 — 1817)

20 JUNI 1990. — Besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap ter bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 21 juli 1990 : In de Duitse tekst, bladzijde 14474, wordt de titel opgeheven en vervangen door :

« 20. JUNI 1990. — Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Festlegung des Koeffizienten, der die Zahl der annehmbaren zusätzlichen Unterrichtsstunden im pädagogischen Vollzeithochschulunterricht kurzer Studiendauer bestimmt ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 91 — 959

4 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant approbation des statuts de la Société d'exploitation Liège-Verviers

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne; Vu la décision du Conseil d'Administration de la Société régionale wallonne du Transport du 30 novembre 1990;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'Exécutif approuve les statuts de la Société d'exploitation Liège-Verviers tels qu'ils ont été proposés par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Transport, le 30 novembre dernier, et dont le texte est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre ayant le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 1990.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Projet de statuts

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE LIÈGE-VERVIERS

CHAPITRE Ier. — Constitution, objet, siège, durée

Article 1er. Il est constitué une association de droit public dénommée « Société d'exploitation de Liège-Verviers ».

Ses actes sont réputés commerciaux.

Son fonctionnement est régi par le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne et par les présents statuts.

On entend par :

1° « Le décret » : le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne.

2° « La société » : la société d'exploitation.

3° « La société régionale » : la Société régionale wallonne du Transport.

4° « La STIL » : la Société des Transports intercommunaux de la région liégeoise.

5° « La STIV » : la Société des Transports intercommunaux de l'agglomération verviétoise.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation du transport public de personnes dans le périmètre géographique déterminé par l'Exécutif. La décision de ce dernier, prise en séance du 1er février 1990, est annexée aux présents statuts.

La société peut faire, en Belgique comme à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet et toutes opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser ou d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à 4030 Liège, rue du Bassin 119.

Il peut être transféré en tout autre endroit du périmètre par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée. Sa dissolution ne peut être prononcée que par l'Exécutif sur proposition de la société régionale. L'Exécutif réglera le mode et les conditions de la liquidation.

CHAPITRE II. — Capital, actions, emprunts

Art. 5. Le capital social est fixé à 238 500 000 francs, représenté par 23 850 parts sociales de 10 000 francs chacune.

Le capital a été entièrement souscrit et libéré par l'apport effectué par les liquidateurs :

— d'une part de la STIL;

— d'autre part de la STIV,

de l'universalité du patrimoine, tant actif que passif, sans exception ni réserve à charge pour la société de payer tout le passif des sociétés apportuses et d'exécuter tous leurs engagements.

Art. 6. Toutes les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Art. 7. Seules la société régionale et les communes situées dans le périmètre d'exploitation de la société peuvent être actionnaires de la société.

Art. 8. La société peut contracter ou émettre des emprunts moyennant l'accord de l'Exécutif et après avis de la société régionale.

Elle communique à l'Exécutif et à la société régionale tout renseignement relatif à ces derniers.

CHAPITRE III. — Administration, surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration. La gestion journalière est confiée à un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration est composé :

a) d'un président et de sept administrateurs représentant les communes, désignés par l'Exécutif sur proposition de l'assemblée générale des associés à l'exception de la société régionale;

b) d'un vice-président et de neuf administrateurs représentant la société régionale, désignés par l'Exécutif sur proposition de celle-ci.

Cinq administrateurs au moins sont domiciliés dans l'arrondissement administratif de Verviers.

Siègeront en outre au conseil d'administration, avec voix consultative, un délégué de chacune des deux organisations les plus représentatives du personnel.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint de la Société régionale wallonne du Transport assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 11. Le mandat de président, de vice-président et d'administrateur est de six ans; il est renouvelable.

Les administrateurs cessent de faire partie du conseil d'administration, à l'assemblée générale qui suit leur soixante-cinquième anniversaire.

Art. 12. Il sera pourvu au remplacement d'administrateurs décédés, démissionnaires, révoqués ou ayant atteint la limite d'âge, dans les conditions établies à l'article 10.

Chaque nouvel administrateur achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 13. Les désignations, démissions ou révocations d'administrateurs sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président convoque le conseil d'administration, chaque fois qu'il estime que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande d'un tiers des administrateurs.

Dans ce dernier cas, le conseil d'administration doit être convoqué dans les dix jours.

Art. 15. Les convocations soit faites par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit et contiennent l'ordre du jour. Elles sont envoyées cinq jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

En cas d'urgence, appréciée par le président après consultation du directeur général, les convocations doivent parvenir aux administrateurs, au plus tard, la veille du jour fixé pour la séance.

L'administrateur présent ou représenté à la réunion est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Art. 16. Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Art. 17. Chaque administrateur peut par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit, donner procuration à un autre administrateur pour le représenter à une réunion déterminée et y voter en son lieu et place, étant entendu qu'aucun mandataire ne peut représenter plus d'un administrateur.

Art. 18. Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président ou, enfin, par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 19. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées. Il ne sera pas tenu compte des abstentions.

Chaque administrateur présent ou représenté dispose d'une voix.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des administrateurs. Il est obligatoire lorsque le conseil d'administration délibère sur des questions de personnes.

Art. 20. Si lors d'une séance, le conseil d'administration n'est pas en nombre pour délibérer valablement, il peut, après une nouvelle convocation envoyée par lettre recommandée, trois jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion, et quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, délibérer valablement sur les objets qui sont mis pour la deuxième fois à l'ordre du jour.

Art. 21. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux et sont réunies dans un registre conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou par l'administrateur qui a présidé la réunion à sa place, par le directeur général et par deux administrateurs au moins qui étaient présents.

Toutes copies ou extraits, y compris ceux destinés à être publiés aux annexes au *Moniteur belge*, sont signés par deux administrateurs présents ou non à la réunion.

Art. 22. § 1er. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la société, notamment, il :

1° établit le budget d'exploitation de la société et le transmet à la société régionale; en l'absence d'un contrat de gestion, il soumet le budget à l'approbation de l'Exécutif après avis de la société régionale;

2° statue sur les acquisitions et aliénations de biens immobiliers;

3° dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité des entreprises, sauf dérogation fixée par l'Exécutif; il les soumet à l'assemblée générale qui les arrête;

4° conclut le contrat de gestion avec la société régionale;

5° décide, de l'accord de l'Exécutif et après avis de la société régionale, d'émettre ou de contracter des emprunts ou de conclure des contrats d'ouverture de crédit;

6° approuve les conventions collectives négociées entre la direction de la société régionale et les représentants du personnel;

7° engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel de direction et établit leurs pouvoirs;

8° prend ou donne en location tout bien mobilier ou immobilier;

9° autorise toute action judiciaire tant en demandant qu'en défendant;

10° fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers celle-ci;

11° donne main-levée de toute inscription hypothécaire, de toute saisie et opposition;

12° détermine le plan du réseau, les créations, prolongements, modifications et suppressions de lignes et sollicite les autorisations nécessaires;

13° présente à l'Exécutif et à la société régionale des situations mensuelles et un rapport annuel sur ses activités;

14° décide de l'affermage éventuel de l'exploitation des services réguliers et des services réguliers spécialisés pour lesquels la société d'exploitation est titulaire d'une autorisation ou d'une concession;

15° détermine le placement des fonds disponibles et dispose des fonds que la société possède en dépôt ou en compte courant;

16° propose, à l'Exécutif, son représentant au conseil d'administration de la société régionale.

Il délibère sur toute question échappant à la compétence des autres organes de gestion.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au directeur général, et notamment ceux énumérés au § 1er.

§ 3. Le conseil d'administration peut conférer des mandats spéciaux à une ou plusieurs personnes de son choix.

Du directeur général et du directeur général adjoint.

Art. 23. Le directeur général et le directeur général adjoint sont nommés par l'Exécutif.

Art. 24. Le directeur général est responsable de la gestion journalière. Plus particulièrement, il :

1° exécute les décisions des organes de gestion;

2° instruit les dossiers à soumettre aux organes de gestion;

3° engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel d'exécution dans le respect des règles fixées par le conseil d'administration.

4° reçoit, conjointement avec un des membres du personnel de direction désigné par le conseil d'administration, toutes sommes dues à la société et signe toutes pièces comptables;

5° répond à toute demande d'information émanant des organes de gestion ou de contrôle de la société régionale et de l'Exécutif.

Art. 25. Le directeur général rend compte au conseil d'administration de la gestion journalière et de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Le directeur général peut déléguer au directeur général adjoint les pouvoirs qu'il estime utiles à l'accomplissement de la gestion journalière.

Le directeur général peut déléguer aux membres du personnel de direction qu'il détermine, les pouvoirs qu'il estime utiles à la bonne marche de la société.

Le directeur général et le directeur général adjoint assistent au conseil d'administration; le directeur général en assure le secrétariat.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, ses fonctions sont remplies par le directeur général adjoint.

Art. 26. Pour tous les actes de la société et dans les actions en justice, la société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes du président du conseil d'administration (ou, en cas d'empêchement de ce dernier par celle du vice-président) et du directeur général.

Pour les actes énoncés aux points 8 et 15 du premier paragraphe de l'article 22, la société sera valablement représentée par le directeur général.

Dans le cadre de la gestion journalière, le directeur général représente la société dans les actes et dans les actions en justice.

La société est en outre valablement engagée par les mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Art. 27. Le conseil d'administration peut déterminer par un règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions en se conformant aux présents statuts.

Art. 28. Les émoluments du président, du vice-président, des administrateurs, du directeur général en du directeur général adjoint sont déterminés par l'Exécutif.

CHAPITRE IV. — *Les assemblées générales*

Art. 29. L'assemblée générale se compose des propriétaires de parts sociales.

Les propriétaires de parts sociales sont représentés chacun par un mandataire spécialement désigné à cette fin. Le conseil d'administration arrête le texte de la procuration nécessaire à l'exercice des mandats.

Ces mandataires ont seuls voix délibérative. Ils ont autant de voix qu'ils représentent de parts sociales.

Une liste de présence indiquant les noms des associés, de leurs mandataires et du nombre de parts qu'ils représentent est signée par chaque mandataire à l'entrée de l'assemblée.

Art. 30. Les convocations contiennent l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration et sont adressées aux associés par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée.

L'actionnaire présent ou représenté à l'assemblée est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Les comptes annuels sont adressés aux associés quinze jours avant l'assemblée générale.

Art. 31. Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires ont lieu au siège social ou à tout autre endroit désigné par le conseil d'administration dans la convocation.

Art. 32. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a lieu dans le courant du premier semestre au jour et à l'heure fixés par le conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ainsi que dans les vingt jours d'une demande écrite faite par un ou plusieurs actionnaires représentant, tant seul qu'ensemble, un cinquième du capital social.

Art. 33. Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par le vice-président ou enfin par le plus âgé des administrateurs.

Le directeur général exerce les fonctions de secrétaire. Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau qui s'adjoint deux mandataires des associés en qualité de scrutateurs.

Art. 34. L'assemblée générale peut délibérer et statuer valablement quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée et ses décisions sont prises à la majorité des voix exprimées sans tenir compte des abstentions. En cas de partage des voix, la proposition est considérée comme ayant été rejetée.

L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital détenues par la société régionale.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des associés. Quand il s'agit de questions de personnes, le scrutin secret est de droit.

Art. 35. L'assemblée générale ordinaire reçoit communication du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport du collège des commissaires. Elle statue sur les conclusions de ces rapports et sur les comptes annuels qui lui sont adressés quinze jours avant l'assemblée générale. Elle donne décharge par un vote spécial, au conseil d'administration et aux commissaires. Elle soumet les comptes annuels à l'approbation de l'Exécutif.

Art. 36. Sans préjudice de la dotation obligatoire à la réserve prévue à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide de l'affectation du bénéfice.

Art. 37. Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont inscrits ou consignés dans un registre conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Toutes copies ou extraits y compris ceux destinés à être publiés aux annexes au *Moniteur belge* sont signés par deux administrateurs.

CHAPITRE V. — *Organes de contrôle et de surveillance*

Art. 38. Les opérations de la société sont surveillées par le collège des trois commissaires aux comptes désignés par l'Exécutif auprès de la société régionale.

Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Chaque semestre, les administrateurs leur transmettront un état comptable établi selon le schéma du bilan et du compte de résultat.

Leurs rapports et observations sont transmis à l'Exécutif, aux organes statutaires de la société d'exploitation et à ceux de la société régionale.

Art. 39. Les émoluments des commissaires aux comptes sont déterminés par l'Exécutif.

Art. 40. Un commissaire délégué est désigné par l'Exécutif, parmi les membres du personnel de la société régionale.

Art. 41. Le commissaire-délégué est chargé, au nom de la société régionale, du contrôle de la société. A ce titre, il assiste avec voix consultative, aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Art. 42. Le commissaire-délégué dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé auprès de la société régionale contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts, aux contrats de gestion ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux articles 14 et 15, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

Le commissaire exerce son recours auprès de la société régionale dans les conditions et selon les modalités fixées par cette dernière.

Si, dans un délai de trente jours calendrier, commençant le même jour que le délai prévu au premier paragraphe, la société régionale n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

CHAPITRE VI. — Recours

Art. 43. § 1er. Un recours motivé pourra être introduit, auprès de la société régionale, dans un délai de quatre jours francs, par une majorité d'administrateurs domiciliés dans l'arrondissement administratif de Verviers, contre une décision du conseil d'administration de la société d'exploitation qui blesse gravement les intérêts de l'arrondissement. Le délai court à partir du jour où la décision est prise.

La décision de la société régionale doit être prise dans les 10 jours calendrier de la réception du recours.

La décision d'annulation est motivée et elle est notifiée à la société d'exploitation par lettre recommandée.

§ 2. En cas d'absence ou de refus d'annulation par la société régionale dans le délai visé au premier paragraphe, un recours peut être introduit auprès de l'Exécutif par ces administrateurs, dans un délai de quatre jours francs prenant cours à l'expiration du délai visé au deuxième alinéa du premier paragraphe.

La décision de l'Exécutif doit être prise dans les 10 jours calendrier de la réception du recours.

La décision d'annulation est motivée et elle est notifiée à la société d'exploitation par lettre recommandée.

En cas d'absence d'annulation dans ce délai, la décision devient définitive.

CHAPITRE VII. — Exercice social

Art. 44. L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre.

CHAPITRE VIII. — Législation

Art. 45. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés commerciales qui sont en opposition avec les présents statuts ou avec le caractère de droit public de la société, les articles 10, 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 34, 34 bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 et 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne sont pas applicables à la société.

CHAPITRE IX. — Mesures transitoires

Art. 46. Aussi longtemps que la SNCV n'aura pas été dissoute, la société aura pour objet l'exploitation du transport public de personnes dans les périmètres géographiques tels qu'ils résultent des autorisations et concessions de lignes dont la STIL et la STIV étaient titulaires et qui figurent aux cartes annexées à l'arrêté royal du 28 avril 1964 (*Moniteur belge* du 9 mai 1964) relatif à la création de la STIL et à l'arrêté royal du 14 février 1962 (*Moniteur belge* du 22 février 1962) relatif à la création de la STIV.

Art. 47. Les désignations des administrateurs visés à l'alinéa a) de l'article 10 des présents statuts pour un mandat d'une durée de six ans sont faites directement par l'Exécutif, sur proposition du Ministre du Transport, aussi longtemps que les parts représentatives du capital n'auront pas été transférées par la société régionale aux communes, en vertu de l'article 19 du décret.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 91 — 959

4. DEZEMBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung der Statuten der Betriebsgesellschaft von Lüttich-Verviers

Aufgrund des Dekretes vom 21. Dezember 1989 über die Öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrates der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft vom 30. November 1990;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Exekutive genehmigt die Statuten der Betriebsgesellschaft Lüttich-Verviers, so wie sie am 30. November 1990 von den Verwaltungsrat der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft vorgeschlagen worden sind und deren Wortlaut diesem Erlass beigelegt ist.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 4. Dezember 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens,

A. DALEM

STATUTEN DER BETRIEBSGESELLSCHAFT VON LÜTTICH-VERVIERS

KAPITEL I. — *Gründung, Gegenstand, Sitz, Dauer*

Artikel 1. Es wird ein öffentlich-rechtlicher Verband mit der Bezeichnung « Société d'exploitation de Liège-Verviers » (Betriebsgesellschaft von Lüttich-Verviers) gegründet.

Seine Handlungen werden als Geschäftsvorgänge angesehen.

Seine Arbeitsweise wird durch das Dekret vom 21. Dezember 1989 bezüglich der Dienste des öffentlichen Personenverkehrs in der Wallonischen Region und durch vorliegende Statuten geregelt.

Man versteht unter :

1° « Dekret » : das Dekret vom 21. Dezember 1989 bezüglich der Dienste des öffentlichen Personenverkehrs in der Wallonischen Region;

2° « Gesellschaft » : die Betriebsgesellschaft;

3° « regionale Gesellschaft » : die wallonische regionale Transportgesellschaft;

4° « STIL » : la Société de Transports intercommunaux de la région liégeoise (die interkommunale Transportgesellschaft der Lütticher Gegend);

5° « STIV » : la Société des Transports intercommunaux de l'agglomération verviétoise (die interkommunale Transportgesellschaft der Vervierser Agglomeration).

Art. 2. Ziel der Gesellschaft ist die Betreibung des öffentlichen Personenverkehrs in dem von der Exekutive bestimmten geographischen Umkreis. Der in ihrer Sitzung vom 1. Februar 1990 gefaßte Beschluß ist vorliegenden Statuten beigefügt.

Die Gesellschaft darf ebenso in Belgien wie im Ausland alle beliebigen Handlungen ausführen, die direkt oder indirekt, ganz oder teilweise in Zusammenhang mit ihrer Zielsetzung stehen, ebenso wie Handlungen, die die Verwirklichung ihrer Zielsetzung fördern oder erleichtern könnten.

Art. 3. Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft befindet sich in 4030 Lüttich, rue du Bassin 199.

Der Gesellschaftssitz kann auf einfachen Beschluß des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort im Umkreis verlegt werden.

Art. 4. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet. Ihre Auflösung kann nur auf Vorschlag der regionalen Gesellschaft durch die Exekutive ausgesprochen werden. Die Exekutive regelt die Art und Weise sowie die Bedingungen zur Auflösung.

KAPITEL II. — *Kapital, Aktien, Anleihen*

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf 238 500 000 Franken; es besteht aus 23 850 Gesellschaftsanteilen von je 10 000 Franken.

Das Kapital wurde voll gezeichnet und voll eingezahlt durch die Einbringung der Liquidatoren :

— einerseits die STIL;

— andererseits die STIV,

der Gesamtheit der Vermögensmasse, ebenso der Guthaben wie der Verbindlichkeiten, ohne Ausnahme noch Vorbehalt für die Gesellschaft, die Gesamtheit der Verbindlichkeiten der Einbringer-Gesellschaften zu übernehmen und alle ihre Verpflichtungen zu erfüllen.

Art. 6. Alle Aktien sind Namensaktien.

Am Gesellschaftssitz wird ein Buch über die Namensaktien geführt, das jeder Aktionär einsehen darf.

Art. 7. Nur die regionale Gesellschaft und die innerhalb der Betriebszone der Gesellschaft gelegenen Gemeinden dürfen Gesellschaftsaktionäre sein.

Art. 8. Die Gesellschaft kann mittels Einverständnis der Exekutive und nach Gutachten der regionalen Gesellschaft Anleihen aufnehmen oder ausgeben.

Sie teilt der Exekutive und der regionalen Gesellschaft diesbezüglich alle Auskünfte mit.

KAPITEL III. — *Verwaltung, Aufsicht*

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generaldirektor, dem ein beigeordneter Generaldirektor zur Seite steht, anvertraut.

Der Verwaltungsrat.

Art. 10. Der Verwaltungsrat setzt sich zusammen aus :

a) einem Präsidenten und sieben Verwaltern, die die Gemeinden vertreten, sie werden von der Exekutive auf Vorschlag der gewöhnlichen Gesellschaftsversammlung mit Ausnahme der regionalen Gesellschaft ernannt;

b) einem Vizepräsidenten und neun Verwaltern, die die regionale Gesellschaft vertreten; sie werden auf Vorschlag der Exekutive von ihr ernannt.

Mindestens fünf Verwalter sind im Verwaltungsbezirk Verviers wohnhaft.

Außerdem nimmt ein Vertreter einer jeden der beiden repräsentativsten Organisationen des Personals mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrates teil.

Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter der wallonischen regionalen Transportgesellschaft nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrates teil.

Art. 11. Das Mandat des Präsidenten, des Vizepräsidenten und des Verwalters hat eine Dauer von sechs Jahren; es ist erneuerbar.

Bei der Generalversammlung, die ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag folgt, hören die Verwalter auf, Mitglied des Verwaltungsrates zu sein.

Art. 12. Ein verstorbener, ein ausscheidender, ein seines Amtes enthobener Verwalter oder ein Verwalter, der die Altersgrenze erreicht hat, wird gemäß den in Artikel 10 festgehaltenen Bedingungen ersetzt.

Jeder neue Verwalter führt das Mandat desjenigen zu Ende, den er ersetzt.

Art. 13. Die Ernennungen, Rücktritte oder Amtsenthebungen von Verwaltern werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 14. Der Präsident oder im Falle einer Verhinderung der Vizepräsident beruft den Verwaltungsrat jedesmal dann ein, wenn er der Auffassung ist, daß es im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist, oder aber auf Anfrage von einem Drittel der Verwalter.

In letzterem Falle muß der Verwaltungsrat innerhalb von zehn Tagen einberufen werden.

Art. 15. Die Einberufung erfolgt durch Brief, Telegramm, Telefax oder durch jedes andere auf einem schriftlichen Dokument fußenden Übertragungsmittel; den Vorladungen ist die Tagesordnung beigelegt. Sie werden mindestens fünf Tage vor dem festgelegten Datum der Versammlung abgeschickt.

Im Falle der Dringlichkeit, die nach Rücksprache mit dem Generaldirektor nach Ermessen des Präsidenten festgelegt wird, müssen die Vorladungen spätestens am Tage vor dem festgelegten Datum der Sitzung bei den Verwaltern eingehen.

Der bei der Versammlung anwesende oder vertretene Verwalter gilt in jedem Falle als ordnungsgemäß vorgeladen.

Art. 16. Die Versammlungen des Verwaltungsrates finden am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in der Vorladung vermerkten Ort statt.

Art. 17. Jeder Verwalter darf einem anderen Verwalter durch Brief, Telegramm, Telefax oder jedes andere auf einem schriftlichen Dokument fußenden Übertragungsmittel die Vollmacht erteilen, ihn bei einer bestimmten Versammlung zu vertreten und an seiner Stelle zu stimmen, wobei als vereinbart gilt, daß kein Mandatar mehr als einen Verwalter vertreten darf.

Art. 18. Bei den Versammlungen des Verwaltungsrates führt der Präsident oder bei Verhinderung der Vizepräsident oder schließlich der älteste der anwesenden Verwalter den Vorsitz.

Art. 19. Der Verwaltungsrat kann nur gültig beraten und befinden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt. Die Stimmenthaltungen werden nicht berücksichtigt.

Jeder anwesende oder vertretene Verwalter verfügt über eine Stimme.

Die geheime Abstimmung kann von einem Drittel der Verwalter beantragt werden. Sie ist Pflicht, wenn der Verwaltungsrat über Personenfragen entscheidet.

Art. 20. Wenn bei einer Sitzung des Verwaltungsrates zahlenmäßig zu wenig Mitglieder sind, um gültig beraten zu können, kann der Verwaltungsrat, nachdem mindestens drei Werktage vor dem festgesetzten Termin der Versammlung per Einschreibebrief eine neue Vorladung zugestellt wurde und unabhängig von der Zahl der anwesenden oder vertretenen Mitglieder, gültig über die Punkte abstimmen, die zum zweiten Male auf die Tagesordnung gesetzt wurden.

Art. 21. Über die Beschlüsse des Verwaltungsrates wird Protokoll geführt; die Protokolle werden in ein Register eingetragen, das am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Die Protokolle werden vom Präsidenten oder vom Verwalter, der den Vorsitz der Versammlung an seiner Stelle geführt hat, vom Generaldirektor und von mindestens zwei der anwesenden Verwalter unterzeichnet.

Alle Abschriften oder Auszüge, auch diejenigen, die zur Veröffentlichung in den Anlagen des *Belgischen Staatsblattes* bestimmt sind, werden von zwei Verwaltern unterzeichnet, egal, ob sie an der Versammlung teilgenommen haben oder nicht.

Art. 22. § 1. Der Verwaltungsrat wird mit den weitreichendsten Befugnissen ausgestattet, um die Gesellschaft zu verwalten. Insbesondere :

1° erstellt er das Budget der Gesellschaft und übermittelt es der regionalen Gesellschaft; in Ermangelung eines Geschäftsvertrages legt er der Exekutive das Budget zur Gutheißung vor, nachdem die regionale Gesellschaft ihr Gutachten dazu abgegeben hat;

2° befindet er über den Erwerb und die Veräußerung von Immobilien;

3° macht er eine Bestandsaufnahme und erstellt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchführung der Unternehmen den Jahresabschluß (außer einer von der Exekutive festgelegten Abweichung); er unterbreitet ihn der Generalversammlung, die die Rechnungslegung abschließt;

4° schließt er den Geschäftsvertrag mit der regionalen Gesellschaft;

5° entscheidet er nach Einverständnis der Exekutive und nach Gutachten der regionalen Gesellschaft über das Aufnehmen oder Ausgeben von Anleihen oder das Abschließen von Krediteröffnungsverträgen;

6° heißt er die zwischen der Direktion der regionalen Gesellschaft und den Personalvertretern ausgehandelten Kollektivabkommen gut;

7° stellt er die Mitglieder des Direktionspersonals ein und entläßt sie, ernennt sie und enthebt sie ihres Amtes und legt ihre Befugnisse fest;

8° mietet oder vermietet er jegliche Mobilien und Immobilien;

9° erlaubt er jegliches gerichtliches Vorgehen sowohl als Kläger wie als Beklagter;

10° liefert er die Sicherheitsgarantien der von der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen und nimmt die zur Sicherheit der gegenüber der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen angebotenen Garantien an;

11° erklärt er jede Hypothekeneintragung, Pfändung und Beanstandung für aufgehoben;

12° legt er den Plan des Netzes, die Schaffung, Weiterführung, Abänderung und Aufhebung von Linien fest und beantragt die erforderlichen Genehmigungen;

13° unterbreitet er der Exekutive und der regionalen Gesellschaft Monatsberichte und einer jährlichen Tätigkeitsbericht;

14° entscheidet er über die eventuelle Betriebsverpachtung von regulären Diensten und von spezialisierten regulären Diensten, für die die Betriebsgesellschaft Inhaber einer Genehmigung oder einer Konzession ist;

15° bestimmt er die Anlage der verfügbaren Mittel und verfügt über die Mittel, die die Gesellschaft als Anlagen oder auf laufenden Konten besitzt;

16° schlägt der Exekutive seinen Vertreter im Verwaltungsrat der regionalen Gesellschaft vor.

Er befindet über alle Fragen, die nicht zum Zuständigkeitsbereich der anderen Verwaltungsorgane gehören.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann dem Generaldirektor bestimmte seiner Befugnisse übertragen, und insbesondere die in § 1 aufgeführten.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seiner Wahl Sondermandate verleihen.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor.

Art. 23. Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor werden von der Exekutive ernannt.

Art. 24. Der Generaldirektor ist für die tägliche Geschäftsführung verantwortlich.

Insbesondere :

1° führt er die von den Verwaltungsorganen gefaßten Beschlüsse aus;

2° prüft er die Akten, die den Verwaltungsorganen zu unterbreiten sind;

3° stellt er unter Einhaltung der vom Verwaltungsrat festgelegten Bestimmungen die Mitglieder des ausführenden Personals ein und entläßt sie, ernennt sie und enthebt sie ihres Amtes;

4° nimmt er zusammen mit einem vom Verwaltungsrat bezeichneten Mitglied des Direktionspersonals alle Beträge in Empfang, die der Gesellschaft geschuldet werden, und unterzeichnet alle Buchhaltungsbelege;

5° beantwortet er alle von den Verwaltungs- oder Kontrollorganen der regionalen Gesellschaft und der Exekutive ausgehenden Informationsanfragen.

Art. 25. Der Generaldirektor legt dem Verwaltungsrat Rechenschaft ab über die tägliche Geschäftsführung und die Ausführung der ihm anvertrauten Aufgaben.

Der Generaldirektor kann dem beigeordneten Generaldirektor die Befugnisse übertragen, die er für die Wahrnehmung der täglichen Geschäftsführung für nützlich erachtet.

Der Generaldirektor kann den von ihm bestimmten Mitgliedern des Direktionspersonals die Befugnisse übertragen, die er für den reibungslosen Ablauf der Arbeit innerhalb der Gesellschaft für nützlich erachtet.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor nehmen an den Sitzungen des Verwaltungsrates teil; der Generaldirektor führt das Sekretariat.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors werden seine Aufgaben vom beigeordneten Generaldirektor wahrgenommen.

Art. 26. Die Gesellschaft wird bei all ihren Geschäftsvorgängen und Gerichtsverfahren Dritten gegenüber gültig vertreten durch die gemeinsamen Unterschriften des Präsidenten des Verwaltungsrates (oder bei Verhinderung des letzteren durch die des Vizepräsidenten) und des Generaldirektors.

Für die unter Punkt 8 und 15, § 1, des Artikels 22 erwähnten Geschäftsvorgänge ist die Gesellschaft gültig durch den Generaldirektor vertreten.

Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung vertritt der Generaldirektor die Gesellschaft bei den Geschäftsvorgängen und Gerichtsverfahren.

Außerdem stellen die im Rahmen ihres Mandats von den besonderen Mandataren getätigten Geschäfte eine gültige Verpflichtung für die Gesellschaft dar.

Art. 27. Der Verwaltungsrat kann anhand einer inneren Geschäftsordnung die Art und Weise festlegen, wie er seine Befugnisse unter Einhaltung der vorliegenden Statuten wahrnimmt.

Art. 28. Die Bezüge des Präsidenten, des Vizepräsidenten und der Verwalter werden von der Exekutive festgelegt.

KAPITEL IV. — Die Generalversammlungen

Art. 29. Die Generalversammlung setzt sich aus den Inhabern der Geschäftsanteile zusammen.

Die Inhaber von Geschäftsanteilen werden von einem eigens zu diesem Zweck bestimmten Mandatar vertreten. Der Verwaltungsrat verabschiedet den Text der zur Wahrnehmung der Mandate erforderlichen Vollmacht.

Diese Mandatare allein haben Stimmrecht. Sie haben so viele Stimmen wie sie Geschäftsanteile vertreten. Eine Anwesenheitsliste mit den Namen der Gesellschafter, den Namen ihrer Mandatare und der Anzahl Geschäftsanteile, die sie vertreten, wird von jedem Mandatar der Versammlung unterzeichnet.

Art. 30. Die Vorladungen enthalten die vom Verwaltungsrat verabschiedete Tagesordnung und werden den Gesellschaftern mindestens 15 Tage vor dem festgesetzten Termin der Versammlung per Einschreibebrief vom Präsidenten oder bei Verhinderung vom Vizepräsidenten zugestellt.

Der bei der Versammlung anwesende oder vertretene Gesellschafter gilt in jedem Falle als ordnungsgemäß vorgeladen.

Der Jahresabschluß wird den Gesellschaftern 15 Tage vor der Generalversammlung zugestellt.

Art. 31. Die gewöhnlichen und außergewöhnlichen Generalversammlungen finden am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen vom Verwaltungsrat festgelegten und in der Vorladung vermerkten Ort statt.

Art. 32. Die gewöhnliche Generalversammlung der Aktionäre findet im Laufe des ersten Semesters an dem Tag und zu der Stunde statt, die vom Verwaltungsrat festgelegt wurden.

Die außergewöhnlichen Generalversammlungen werden jedesmal dann einberufen, wenn der Verwaltungsrat es für erforderlich erachtet und ebenso innerhalb von zwanzig Tagen nach einem schriftlichen von einem oder mehreren Aktionären eingereichten Antrag, die ebenso allein wie gemeinsam ein Fünftel des Gesellschaftskapitals ausmachen.

Art. 33. Den Vorsitz der Generalversammlungen führt der Präsident des Verwaltungsrates oder bei Verhinderung der Vizepräsident oder schließlich der älteste der Verwalter.

Der Generaldirektor nimmt das Amt des Schriftführers wahr. Die anderen anwesenden Mitglieder des Verwaltungsrates vervollständigen das Präsidium, dem zwei Mandatare der Gesellschafter als Stimmzähler beigeordnet werden.

Art. 34. Die Generalversammlung kann gültig beraten und befinden, egal wie viele Aktien bei der Generalversammlung vertreten sind, und ihre Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt, ohne Berücksichtigung der Stimmenthaltungen. Bei Stimmgleichheit gilt der Vorschlag als abgelehnt.

Artikel 76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften findet keine Anwendung auf die mit den repräsentativen Stammaktien der regionalen Gesellschaft verbundenen Stimmrechte.

Die geheime Wahl kann von einem Drittel der Gesellschafter beantragt werden. Bei Personenfragen erfolgt die geheime Wahl von Rechts wegen.

Art. 35. Die gewöhnliche Generalversammlung wird über den Bericht des Verwaltungsrates ebenso wie über den Bericht des Kollegiums der Rechnungsprüfer informiert. Sie befindet über die Schlußfolgerungen dieser Berichte und über den Jahresabschluß, die ihm mindestens fünfzehn Tage vor der Generalversammlung zugestellt werden. Sie entlastet den Verwaltungsrat und die Rechnungsprüfer durch eine Sonderabstimmung. Sie unterbreitet der Exekutive den Jahresabschluß zwecks Gutheißung.

Art. 36. Unbeschadet der obligatorischen, in Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehene Rücklagendotierung entscheidet die Generalversammlung über die Zweckbestimmung des Gewinns.

Art. 37. Über die Beratungen der Generalversammlung wird Protokoll geführt. Die Protokolle werden in ein Register, das am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird, eingetragen.

Die Protokolle werden vom Präsidenten, dem Schriftführer und von den Stimmzählern unterzeichnet. Alle Abschriften oder Auszüge, auch diejenigen, die zur Veröffentlichung in den Anlagen des *Belgischen Staatsblattes* bestimmt sind, werden von zwei Verwaltern unterzeichnet.

KAPITEL V. — Kontroll- und Aufsichtsorgane

Art. 38. Die Geschäftsvorgänge der Gesellschaft werden von einem aus drei Rechnungsprüfern bestehenden Kollegium überwacht; diese werden von der Exekutive bei der regionalen Gesellschaft ernannt.

Die Rechnungsprüfer haben allein oder gemeinsam ein unbegrenztes Aufsichts- und Kontrollrecht über alle Geschäftsvorgänge der Gesellschaft. Sie dürfen vor Ort die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im allgemeinen alle Buchungsvorgänge der Gesellschaft einsehen. Die Verwalter übermitteln ihnen jedes Semester einen nach dem Schema der Bilanz und der Ergebnisrechnung aufgestellten Kontenstand.

Ihre Berichte und Beobachtungen werden der Exekutive, den statutarischen Organen der Betriebsgesellschaft und denen der regionalen Gesellschaft übermittelt.

Art. 39. Die Bezüge der Rechnungsprüfer werden von der Exekutive festgelegt.

Art. 40. Die Exekutive ernennt unter den Personalmitgliedern der regionalen Gesellschaft einen bevollmächtigten Rechnungsprüfer.

Art. 41. Der bevollmächtigte Rechnungsprüfer wird im Namen der regionalen Gesellschaft mit der Kontrolle der Gesellschaft beauftragt. In dieser Eigenschaft nimmt er mit beratender Stimme an den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft teil. Für die Ausübung seines Amtes verfügt er über die weitreichendsten Befugnisse.

Art. 42. Der bevollmächtigte Rechnungsprüfer verfügt über eine Dauer von vier vollen Tagen, um bei der regionalen Gesellschaft einen begründeten Einspruch gegen jeglichen Beschluß zu erheben, der ihm als Verstoß gegen das Gesetz, die Verordnungen, die Statuten, die Geschäftsverträge oder gegen das Allgemeinwohl erscheint. Die Klage ist aufschiebend.

Die Dauer von vier Tagen beginnt ab dem Tage, an dem der Beschluß gefaßt wurde, außer wenn der betroffene Rechnungsprüfer nicht vorschriftsmäßig gemäß den Artikeln 14 und 15 vorgeladen wurde; in diesem Falle beginnt die Laufzeit an dem Tage, an dem ihm der Beschluß per Einschreibebrief mitgeteilt wurde.

Der Rechnungsprüfer erhebt seinen Einspruch bei der regionalen Gesellschaft unter den Bedingungen und gemäß den Bestimmungen, die von der regionalen Gesellschaft festgelegt wurden.

Wenn die regionale Gesellschaft innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen, beginnend am selben Tag wie die in § 1 vorgesehene Frist, den Beschluß nicht annulliert hat, wird dieser endgültig.

KAPITEL VI. — Einspruch

Art. 43. § 1. Innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen kann von einer Mehrheit der im Verwaltungsbezirk Verviers wohnhaften Verwalter bei der regionalen Gesellschaft eine begründete Klage gegen einen Beschluß des Verwaltungsrates der Betriebsgesellschaft eingereicht werden, der in schwerwiegender Weise gegen die Interessen des Bezirks verstößt. Die Frist beginnt an dem Tag, an dem der Beschluß gefaßt wurde.

Der Beschluß der regionalen Gesellschaft muß innerhalb von zehn Kalendertagen nach Erhalt der Klage gefaßt werden.

Der Annullierungsbeschluß wird begründet und der regionalen Gesellschaft per Einschreibebrief mitgeteilt.

§ 2. In Ermangelung oder bei Weigerung einer Annullierung innerhalb der in § 1 vorgesehenen Frist durch die regionale Gesellschaft kann innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen, beginnend am Tage, an dem die im 2. Absatz des § 1 vorgesehene Frist ausläuft, von diesen Verwaltern eine Klage bei der Exekutive eingereicht werden.

Der Beschluß der Exekutive muß innerhalb von zehn Kalendertagen nach Erhalt der Klage gefaßt werden.

Der Annullierungsbeschluß wird begründet und der Betriebsgesellschaft per Einschreibebrief mitgeteilt.

In Ermangelung einer Annullierung innerhalb dieser Frist wird der Beschluß endgültig.

KAPITEL VII. — Rechnungsjahr

Art. 44. Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

KAPITEL VIII. — Gesetzgebung

Art. 45. Unabhängig von den Gesetzesvorschriften zur Regelung der Handelsgesellschaft, die im Widerspruch zu den vorliegenden Statuten oder zum öffentlich-rechtlichen Charakter der Gesellschaft stehen, finden die Artikel 10, 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 34, 34 bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 und 103 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften keine Anwendung auf die regionale Gesellschaft.

KAPITEL IX. — Übergangsbestimmungen

Art. 46. Solange die Nationale Vizinalbahngesellschaft nicht aufgelöst ist, hat die Gesellschaft das Betreiben des öffentlichen Personenverkehrs in dem geographischen Umkreis zum Gegenstand, der durch die Genehmigungen und Konzessionen von Linien bestimmt wird, deren Inhaber die STIL und die STIV waren und die auf den Karten vermerkt sind, die dem Königlichen Erlaß vom 28. April 1964 (*Belgischen Staatsblattes* vom 9. Mai 1964) bezüglich der Schaffung der STIL und dem Königlichen Erlaß vom 14. Februar 1962 (*Belgischen Staatsblattes* vom 22. Februar 1962) bezüglich der Schaffung der STIV beigelegt sind.

Art. 47. Die Ernennungen der in Absatz a) des Artikels 10 der vorliegenden Statuten vorgesehenen Verwalter für eine Dauer von sechs Jahren erfolgen direkt durch die Exekutive auf Vorschlag des für das Verkehrswesen zuständigen Ministers, solange die Kapitalanteile den Gemeinden nicht aufgrund von Artikel 19 des Dekretes von der regionalen Gesellschaft übertragen wurden.

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 91 — 959

4 DECEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van de statuten van de Exploitatiemaatschappij Luik-Verviers

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op de beslissing van 30 november 1990 van de raad van beheer van de Waalse regionale vervoermaatschappij;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer;

Besluit :

Artikel 1. De Executieve keurt de statuten van de Exploitatiemaatschappij Luik-Verviers goed zoals zij op 9 november 1990 door de raad van beheer van de Waalse regionale vervoermaatschappij werden voorgesteld; de tekst is bij het onderhavige besluit gevoegd.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid Vervoer behoort, is met de uitvoering van het onderhavige besluit belast.

Namen, 4 december 1990.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

Statutenontwerp

STATUTEN VAN DE EXPLOITATIEMAATSCHAPPIJ LUIK-VERVIERS

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, doel, zetel, duur*

Artikel 1. Er wordt een publiekrechtelijke vereniging onder de naam « Société d'exploitation de Liège-Verviers » (« Exploitatiemaatschappij van Luik-Verviers ») opgericht.

Haar handelingen worden geacht commercieel te zijn.

Haar werking wordt geregeld door het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest en door de onderhavige statuten.

Men bedoelt met :

1° « het decreet » : het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest;

2° « de maatschappij » : de exploitatiemaatschappij;

3° « de regionale maatschappij » : de Waalse regionale vervoermaatschappij;

4° « la STIL » : la Société des Transports intercommunaux de la région liégeoise;

5° « la STIV » : la Société des Transports intercommunaux de l'agglomération verviétoise.

Art. 2. De maatschappij heeft als doel de exploitatie van het openbaar personenvervoer in een door de Executieve bepaalde geografische omtrek. De beslissing van de Executieve, genomen tijdens de vergadering van 1 februari 1990, is bij de onderhavige statuten gevoegd.

De maatschappij mag, zowel in België als in het buitenland, alle in het algemeen willekeurige verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar doel alsook alle verrichtingen die zijn verwezenlijking zouden kunnen bevorderen of vergemakkelijken.

Art. 3. De maatschappelijke zetel van de maatschappij is rue du Bassin 119, te 4030 Luik, gevestigd.

Hij mag waar dan ook in de omtrek verplaatst worden bij een gewone beslissing van de raad van beheer.

Art. 4. De maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding kan enkel door de Executieve op voorstel van de regionale maatschappij uitgesproken worden. De Executieve bepaalt de wijze en de voorwaarden van de opheffing.

HOOFDSTUK II. — *Kapitaal, aandelen, leningen*

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op 238 500 000 F, vertegenwoordigd door 23 850 maatschappelijke aandelen van 10 000 F elk.

Het kapitaal werd volledig ingeschreven en gestort door de inbreng door de liquidateurs :

— van de STIL enerzijds;

— van de STIV anderzijds,

van de universaliteit van zowel het actief als het passief vermogen, zonder uitzondering noch voorbehoud ten laste van de maatschappij die het gehele passief van de inbrengende maatschappijen dient te betalen en al hun verbintenissen dient uit te voeren.

Art. 6. Alle aandelen zijn nominatief.

Er wordt op de maatschappelijke zetel een register van de nominatieve aandelen gehouden waarvan iedere aandeelhouder inzage mag nemen.

Art. 7. Alleen de regionale maatschappij en de in haar exploitatieomtrek gelegen gemeenten mogen aandeelhouders van de maatschappij zijn.

Art. 8. De maatschappij mag leningen aangaan of uitgeven mits instemming van de Executieve en na advies van de regionale maatschappij.

Zij deelt iedere inlichting betreffende die leningen mede aan de Executieve en aan de regionale maatschappij.

HOOFDSTUK II. — Bestuur, toezicht

Art. 9. De maatschappij wordt door een raad van beheer bestuurd. Het dagelijks beheer wordt toevertrouwd aan een directeur-generaal bijgezet door een adjunct-directeur-generaal.

De raad van beheer.

Art. 10. De raad van beheer is samengesteld uit :

a) een voorzitter en zeven beheerders die de gemeenten vertegenwoordigen en door de Executieve zijn aangeduid op voorstel van de algemene vergadering van de aandeelhouders met uitzondering van de regionale maatschappij;

b) een ondervoorzitter en negen beheerders die de regionale maatschappij vertegenwoordigen en op haar voorstel door de Executieve aangeduid zijn.

Minstens vijf beheerders zijn in het administratief arrondissement van Verviers gedomicilieerd.

Een afgevaardigde van ieder van de twee meest representatieve vakverenigingen van het personeel zal bovendien met raadgevende stem in de raad van beheer zetelen.

De beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal van de Waalse regionale vervoermaatschappij wonen de raad van beheer met raadgevende stem bij.

Art. 11. Het mandaat van voorzitter, ondervoorzitter en beheerder loopt over zes jaar; het is vernieuwbaar.

De beheerders houden op lid te zijn van de raad van beheer op de dag van de algemene vergadering die op hun vijftenzestigste verjaardag volgt.

Art. 12. Er zal overeenkomstig de in artikel 10 bepaalde voorwaarden worden voorzien in de vervanging van overleden, aftredende en afgezette beheerders of van beheerders die de leeftijdsgrens bereikt hebben.

Iedere nieuwe beheerder beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

Art. 13. De aanduidingen, ontslagen of afzettingen van beheerders worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 14. De voorzitter of, in geval van verhindering, de ondervoorzitter, roept de raad van beheer bijeen telkens als hij oordeelt dat de maatschappij er belang bij heeft of op verzoek van één derde van de beheerders.

In dit laatste geval dient de raad van beheer binnen tien dagen te worden bijeengeroepen.

Art. 15. De bijeenroepingen worden gedaan per brief, telegram, telefax of door elk ander overbrengingsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document en bevatten de agenda. Zij worden minstens vijf dagen vóór de datum van de vergadering verstuurd.

Indien de voorzitter, na overleg met de directeur-generaal, oordeelt dat de hoogdringendheid kan ingeroepen worden, moeten de convocatiebriefjes de beheerders ten laatste op de vooravond van de dag van de zitting toekomen.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde beheerder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde op regelmatige wijze opgeroepen.

Art. 16. De vergaderingen van de raad van beheer vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op elke andere in de convocatiebriefjes vermelde plaats.

Art. 17. Iedere beheerder mag een andere beheerder per brief, telegram, telefax of door elk ander overbrengingsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document volmacht geven hem op een bepaalde vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen, gesteld dat geen enkele mandataris meer dan één beheerder mag vertegenwoordigen.

Art. 18. De vergaderingen van de raad van beheer worden voorgezeten door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, tenslotte, door de oudste van de aanwezige beheerders.

Art. 19. De raad van beheer kan slechts op een geldige wijze beraadslagen en beslissen indien minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen.

Iedere aanwezige of vertegenwoordigde beheerder beschikt over één stem.

De geheime stemming mag door één derde van de beheerders gevraagd worden. Zij is verplicht wanneer de raad van beheer over personenaangelegenheden beraadslaagt.

Art. 20. Indien de raad van beheer tijdens een vergadering niet in toereikend aantal is om op geldige wijze te beraadslagen, kan hij, na minstens drie werkdagen voor de datum van de vergadering een nieuw convocatiebriefje per aangetekende brief te hebben verstuurd, en ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, op geldige wijze beraadslagen over de onderwerpen die voor de tweede keer op de agenda staan.

Art. 21. De beraadslagingen van de raad van beheer worden opgenomen in notulen en verzameld in een register dat op de zetel van de maatschappij wordt bewaard.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter of door de beheerder die de vergadering in zijn plaats heeft voorgezeten, door de directeur-generaal en door minstens twee beheerders die aanwezig waren.

Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, worden ondertekend door twee beheerders al dan niet op de vergadering aanwezig.

Art. 22. § 1. Om de maatschappij te besturen en te beheren, is de raad van beheer met de ruimste bevoegdheden bekleed :

1° hij maakt het exploitatiebudget van de maatschappij op en stuurt het naar de regionale maatschappij; bij gebrek aan een beheersovereenkomst legt hij de begroting na advies van de regionale maatschappij ter goedkeuring voor aan de Executieve;

2° hij beslist over de aankopen en vervreemdingen van onroerende goederen;

3° hij maakt de inventaris en de jaarrekening op overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen (behalve afwijking bepaald door de Executieve); hij legt ze voor aan de algemene vergadering die ze goedkeurt;

4° hij sluit de beheersovereenkomst met de regionale maatschappij;

5° hij beslist, na advies van de regionale maatschappij, over de instemming van de Executieve om leningen uit te geven of aan te gaan of om overeenkomsten te sluiten met het oog op kredietopeningen;

6° hij keurt de collectieve overeenkomsten goed waarover door de directie van de regionale maatschappij en de vertegenwoordigers van het personeel onderhandeld werd;

7° hij werft de leden van het directiepersoneel aan, hij ontslaat, benoemt en zet ze af en bepaalt hun bevoegdheden;

8° hij neemt of geeft elk roerend of onroerend goed in huur;

9° hij laat elke rechtsvordering toe zowel als aanvrager als als verweerder;

10° hij verstrekt de garanties als zekerstelling voor de door de maatschappij aangegane verbintenissen en aanvaardt de garanties geboden als zekerstelling voor de jegens haar aangegane verbintenissen;

11° hij verleent handlichting voor iedere hypothecaire inschrijving, voor ieder beslag en verzet;

12° hij bepaalt het plan van het net, de oprichtingen, verlengingen, wijzigingen en afschaffing van lijnen en vraagt de nodige vergunningen;

13° hij legt maandelijks standen en een jaarverslag over zijn activiteiten voor aan de Executieve en aan de regionale maatschappij;

14° hij beslist over de eventuele uitbesteding van de exploitatie van de geregelde diensten en de gespecialiseerde geregelde diensten waarvoor de exploitatiemaatschappij houder is van een vergunning of een concessie;

15° hij beslist over de plaatsing van de beschikbare fondsen en beschikt over de fondsen die de maatschappij in deposito of in rekening-courant heeft;

16° hij draagt zijn vertegenwoordiger bij de raad van beheer van de regionale maatschappij aan de Executieve voor.

Hij beraadslaagt over iedere aangelegenheid die niet tot de bevoegdheid van de andere beheersorganen behoort.

§ 2. De raad van beheer mag sommige van zijn bevoegdheden, méér bepaald degenen vermeld in § 1, aan de directeur-generaal overdragen.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal

Art. 23. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden door de Executieve benoemd.

Art. 24. De directeur-generaal is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer, en met name voor :

1° het uitvoeren van de beslissingen van de beheersorganen;

2° het onderzoeken van de dossiers die aan de beheersorganen dienen te worden voorgelegd;

3° het aanwerven, het ontslaan, het benoemen en het afzetten van de leden van het uitvoeringspersoneel overeenkomstig de door de raad van beheer bepaalde regels;

4° het ontvangen, samen met één van de leden van het directiepersoneel aangeduid door de raad van beheer, van alle aan de maatschappij verschuldigde bedragen, en het ondertekenen van alle boekhoudkundige stukken;

5° het verstrekken van alle inlichtingen gevraagd door de beheers- of controleorganen van de regionale maatschappij en door de Executieve.

Art. 25. De directeur-generaal brengt bij de raad van bestuur verslag uit over het dagelijks beheer en de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten.

De directeur-generaal mag de adjunct-directeur-generaal de bevoegdheden overdragen die hij voor de uitvoering van het dagelijks beheer nodig acht.

De directeur-generaal mag de door hem aangeduide leden van het directiepersoneel de bevoegdheden overdragen die hij nuttig acht voor de goede werking van de maatschappij.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wonen de raad van beheer bij; de directeur-generaal neemt er het secretariaat van waar.

Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden zijn functies door de adjunct-directeur-generaal waargenomen.

Art. 26. De maatschappij zal in al haar handelingen en in de rechtsvorderingen op een geldelijke wijze ten opzichte van derden verbonden zijn door de gezamenlijke handtekeningen van de voorzitter van de raad van beheer (of, in geval van verhindering, door die van de ondervoorzitter) en van de directeur-generaal.

De maatschappij wordt op een geldelijke wijze door de directeur-generaal vertegenwoordigd voor de handelingen vermeld onder de punten 8 en 15 van § 1 van artikel 22.

In het kader van het dagelijks beheer wordt de maatschappij in de handelingen en de rechtsvorderingen door de directeur-generaal vertegenwoordigd.

De maatschappij is bovendien door de bijzondere mandatarissen binnen de grenzen van hun mandaat op een geldelijke wijze verbonden.

Art. 27. De raad van beheer kan, door middel van een reglement van inwendige orde, de wijze bepalen waarop hij zijn bevoegdheden overeenkomstig de onderhavige statuten uitoefent.

Art. 28. De bezoldigingen van de voorzitter, de ondervoorzitter, de beheerders, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden door de Executieve bepaald.

HOOFDSTUK IV. — De algemene vergaderingen

Art. 29. De algemene vergadering is samengesteld uit de eigenaars van maatschappelijke aandelen.

De eigenaars van maatschappelijke aandelen worden elk door een daartoe speciaal aangeduide mandataris vertegenwoordigd. De raad van beheer bepaalt de tekst van de volmacht die nodig is voor de uitoefening van de mandaten.

Alleen deze mandatarissen zijn stemgerechtigd. Hun aantal stemmen is gelijk aan het aantal maatschappelijke aandelen dat zij vertegenwoordigen.

Art. 30. De bijeenroepingen bevatten de door de raad van beheer bepaalde agenda en worden minstens vijftien dagen vóór de datum van de vergadering per aangetekende brief door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter naar de aandeelhouders verstuurd.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde regelmatig opgeroepen.

De jaarrekeningen worden vijftien dagen vóór de algemene vergadering naar de aandeelhouders verstuurd.

Art. 31. De gewone en buitengewone vergaderingen worden op de maatschappelijke zetel gehouden of op elke andere door de raad van beheer in de bijeenroeping aangeduide plaats.

Art. 32. De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders vindt plaats in de loop van de eerste semester op de dag en op het uur bepaald door de raad van beheer.

De buitengewone algemene vergaderingen worden bijeengeroepen telkens als de raad van beheer het nodig acht alsook binnen twintig dagen van een schriftelijke aanvraag gedaan door één of meerdere aandeelhouders die, zowel alleen als gezamenlijk, één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 33. De algemene vergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van beheer of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, tenslotte, door de oudste van de beheerders.

De directeur-generaal vervult de functies van secretaris. De overige aanwezige leden van de raad van beheer vullen het bureau aan dat er twee mandatarissen van de aandeelhouders bij neemt in de hoedanigheid van stemopnemers.

Art. 34. De algemene vergadering mag op geldige wijze beraadslagen en beslissen, ongeacht het op de vergadering vertegenwoordigd aantal aandelen, en haar beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen zonder met de onthoudingen rekening te houden. Bij staking van stemmen wordt het voorstel beschouwd als zijnde verworpen.

Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op de stemrechten verbonden aan de representatieve aandelen van het kapitaal van de regionale maatschappij.

De geheime stemming mag door één derde van de aandeelhouders aangevraagd worden. Indien het om persoonsaangelegenheden gaat, is de geheime stemming terecht.

Art. 35. De verslagen van de raad van beheer en van het college van de accountants worden aan de gewone algemene vergadering medegedeeld. Zij beslist over de besluiten van deze verslagen en over de jaarrekeningen die haar vijftien dagen vóór de algemene vergadering toegestuurd worden. Zij ontlast de raad van beheer en de accountants door middel van een bijzondere stemming. Zij legt de jaarrekeningen ter goedkeuring aan de Executieve voor.

Art. 36. Onverminderd de verplichte dotatie aan het voorbehoud bepaald in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen beslist de algemene vergadering over de aanwending van de winst.

Art. 37. De beraadslagingen van de algemene vergadering worden in notulen opgenomen. Deze notulen worden op hun beurt opgenomen in een register dat op de maatschappelijke zetel bewaard wordt.

De notulen worden door de voorzitter, de secretaris en de stemopnemers ondertekend. Alle voorschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden door twee beheerders ondertekend.

HOOFDSTUK V. — Controle- en toezichtsorganen

Art. 38. Een college van drie accountants die de Executieve bij de regionale maatschappij aanduidt, houdt toezicht op de verrichtingen van de maatschappij.

De accountants hebben gezamenlijk of afzonderlijk een onbeperkt toezichts- en controlerecht op alle verrichtingen van de maatschappij. Zij kunnen, zonder zich te verplaatsen, inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle bescheiden van de maatschappij. De beheerders zullen hun ieder semester een staat van de rekeningen overhandigen, opgesteld overeenkomstig het schema van de balans en de resultatenrekening.

Hun verslagen en opmerkingen worden verstuurd naar de Executieve, naar de statutaire organen van de exploitatiemaatschappij en die van de regionale maatschappij.

Art. 39. De bezoldigingen van de accountants worden door de Executieve bepaald.

Art. 40. Een accountant-afgevaardigde wordt onder de personeelsleden van de regionale maatschappij door de Executieve aangeduid.

Art. 41. De accountant-afgevaardigde is namens de regionale maatschappij met de controle van de maatschappij belast. In die hoedanigheid woont hij de vergaderingen van de bestuurs- en controleorganen van de maatschappij met raadgevende stem bij. Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen.

Art. 42. De accountant-afgevaardigde beschikt over een termijn van vier volle dagen om bij de regionale maatschappij een gemotiveerd verhaal te nemen tegen elke beslissing die hij in tegenstrijd acht te zijn met de wetgeving, de reglementering, de statuten, de beheersovereenkomsten of het algemeen belang. Het verhaal is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing genomen werd behalve indien de betrokken accountant niet regelmatig overeenkomstig de artikelen 14 en 15 opgeroepen werd; in dit laatste geval loopt de termijn vanaf de dag waarop de beslissing hem per aangetekende brief betekend werd.

De accountant dient zijn verhaal in bij de regionale maatschappij overeenkomstig de door deze laatste bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Indien de regionale maatschappij de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig kalenderdagen die op dezelfde dag begint als de in § 1 bedoelde termijn, wordt de beslissing definitief.

HOOFDSTUK VI. — Verhaal

Art. 43. § 1. Een in het administratief arrondissement van Verviers gedomicilieerde meerderheid beheerders zal, binnen een termijn van vier volle dagen, een gemotiveerd verhaal bij de regionale maatschappij kunnen indienen tegen een beslissing van de raad van beheer van de exploitatiemaatschappij die de belangen van het arrondissement ernstig benadeelt. De termijn loopt vanaf de dag waarop de beslissing genomen is.

Het besluit van de regionale maatschappij dient te worden genomen binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het verhaal.

Het besluit tot vernietiging is gemotiveerd en wordt per aangetekende brief aan de exploitatiemaatschappij betekend.

§ 2. Bij afwezigheid of indien de regionale maatschappij binnen de in § 1 bedoelde termijn tot de vernietiging weigert over te gaan, kunnen die beheerders, binnen een termijn van vier volle dagen vanaf het verstrijken van de in alinea 2 van § 1 bedoelde termijn, een verhaal bij de Executieve indienen.

Het besluit van de Executieve dient te worden genomen binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het verhaal.

Het besluit tot vernietiging is gemotiveerd en wordt per aangetekende brief aan de exploitatiemaatschappij betekend.

Indien de vernietiging binnen die termijn niet heeft plaatsgevonden, wordt de beslissing definitief.

HOOFDSTUK VII. — Boekjaar

Art. 44. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

HOOFDSTUK VIII. — Wetgeving

Art. 45. Behalve de bepalingen van de wetten houdende regeling van de handelsvennootschappen, die tegenstrijdig zijn met de onderhavige statuten of met de publiekrechtelijke eigenschap van de maatschappij, zijn de artikelen 10, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 34, 34bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 en 103 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de regionale maatschappij.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsmaatregelen

Art. 46. Zolang de N.M.B.S. niet ontbonden is, zal het doel van de maatschappij bestaan in de exploitatie van het openbaar personenvervoer binnen de geografische omtrekken zoals zij voortvloeien uit de machtigingen en concessies van lijnen die eigendom van de STIL en de STIV waren en die voorkomen op de kaarten gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1964) houdende oprichting van de STIL en bij het koninklijk besluit van 14 februari 1962 (*Belgisch Staatsblad* van 22 februari 1962) houdende oprichting van de STIV.

Art. 47. De in alinea a) van artikel 10 van de onderhavige statuten bedoelde beheerders worden, op voorstel van de Minister van Vervoer, voor een mandaat van zes jaar rechtstreeks door de Executieve aangeduid, zolang de regionale maatschappij de representatieve aandelen van het kapitaal, overeenkomstig artikel 19 van het decreet, niet naar de gemeenten heeft overgedragen.

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 mars 1991 est nommée greffier au tribunal de commerce de Nivelles, Mme Fourneau, P., commis-greffier à ce tribunal.

Par arrêtés royaux du 11 avril 1991, sont nommés :

— greffier à la justice de paix du deuxième canton d'Anvers, M. Van Ginkel, K., commis-greffier principal à la justice de paix de ce canton;

— secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai, Mme Bruno, A.M., commis-secrétaire principal à ce parquet.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 maart 1991 is benoemd tot griffier bij de rechtbank van koophandel te Nijvel, Mevr. Fourneau, P., klerk-griffier bij die rechtbank.

Bij koninklijke besluiten van 11 april 1991 zijn benoemd tot :

— griffier bij het vredegericht van het tweede kanton Antwerpen, de heer Van Ginkel, K., eersaanwezend klerk-griffier bij het vredegericht van dit kanton;

— adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, Mevr. Bruno, A.M., eersaanwezend klerk-secretaris bij dit parket.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

8 MARS 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 mai 1989 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 relatif à la composition du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 fusionnant la section Programmation et la section Agrément du Conseil national des établissements hospitaliers;

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

8 MAART 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 mei 1989 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 betreffende de samenstelling van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 houdende samenvoeging van de afdeling Programmatie en de afdeling Erkenning van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;